



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

## sommaire

Page 3 : ■

L'IMPERIALISME AMERICAIN ET  
LES REGIMES RACISTES

Page 4 :

EN BREF DE MAURITANIE

Page 5 :

LA LEGALISATION DU P.A.I. AU  
SENEGAL : SENGHOR ASSOUPLE  
LES INSTITUTIONS DE LA  
DICTATURE.

Page 7 :

ETHIOPIE : LA JEUNESSE SCC-  
LARISEE FACE AUX MILITAIRES

Page 8 :

MADAGASCA : LE GOUVERNEMENT  
INVOQUE L'INTERET NATIONAL  
POUR IMPOSER DES SACRIFICES  
AUX CLASSES PAUVRES

Page 10 :

LA VOIE INCARNEE PAR MAO

N° : 42 - 13 septembre 1976

VIVE LA REVOLTE

POUR BALAYER

L'APARTHEID

■  
Prix: 1 Franc

Au moment où nous écrivons, une nouvelle et puissante grève des travailleurs africains de Soweto paralyse Johannesburg, centre de la plus importante région industrielle d'Afrique du Sud. Elle a pris elle-même le relais de violentes manifestations de métis dans la région du Cap. Et avant les métis du Cap, c'étaient les jeunes lycéens des Bantoustans qui ont crié leur colère.

Depuis juin, depuis les premières manifestations des jeunes à Soweto réprimées de façon sanglante par la police, la révolte ne s'arrête plus. Elle touche l'ensemble du territoire sud-africain. La répression ne l'arrête pas mais l'avive. Elle s'étend désormais aux métis et aux indiens comme aux africains : à tous ceux qui sont humiliés par l'infâme système raciste de l'apartheid.

La plus puissante force de répression sur le continent africain n'a pas réussi, au bout de trois mois, à mettre fin à cette révolte. Et elle n'y parviendra pas tant est profonde la colère contre un système politique qui foule aux pieds la dignité humaine la plus élémentaire.

L'Afrique du Sud de l'apartheid est un immense camp de concentration, où la majorité africaine, surveillée, encadrée, est dépourvue de tous droits, de toute liberté. C'est un pays où les Africains n'ont pas le droit de prendre les mêmes bus, de fréquenter les mêmes restaurants, de s'asseoir sur les mêmes bancs, d'habiter dans les mêmes quartiers que ceux qui sont d'origine européenne. C'est un pays où un travailleur africain gagne en moyenne vingt fois moins qu'un travailleur blanc ; où il n'a pas le droit de postuler à des emplois qualifiés même s'il en a les capacités ; où il n'a pas le droit de s'inscrire dans les syndicats réservés aux travailleurs blancs, ni d'ailleurs de créer d'autres syndicats. C'est un pays dont les quatre-cinquièmes des habitants sont africains, mais dont le parlement n'en compte pas un seul - pour la bonne raison qu'un Africain n'a pas le droit de se présenter aux élections, ni même de voter. C'est un pays où les Africains sont considérés comme étrangers dans les trois-quarts des régions, d'où ils peuvent être expulsés à n'importe quel moment dans le quart restant - les "Bantoustans" - qui est aussi le quart le plus pauvre. C'est un pays où la violence policière se donne libre cours, jusqu'à torturer, jusqu'à tuer.

Le régime de l'apartheid, c'est une des formes les plus barbares de la domination du capitalisme. Son principe consiste à amadouer la fraction minoritaire blanche de la population - y compris les travailleurs - en érigeant la couleur de la peau en privilège, et en donnant des avantages à ceux qui possèdent ce privilège, pour pouvoir en faire des alliés contre les exploités africains, réduits à la plus grande misère.

Quelques millions de petits blancs racistes tirent des privilèges plus ou moins grands de ce régime. Mais c'est au service des grands capitalistes, et pas seulement sud-africains, que ce régime maintient l'ordre.

Les plus grandes puissances impérialistes - même celles qui se sont désolidarisé de l'apartheid dans le passé ou s'en désolidarisent aujourd'hui - ont des intérêts considérables en Afrique du Sud. Elles se sont enrichies par l'exploitation de ceux que l'apartheid maintient dans la servitude. Cela, ne l'oublions pas, même si, devant la révolte, les principaux bénéficiaires passés de l'apartheid sont prêts à changer de politique, et à s'accorder d'un régime qui assure l'exploitation sous une forme politique moins barbare.

Vorster, chef du régime de l'apartheid, n'a consenti devant la révolte que quelques concessions mineures. Il continue à espérer que la violence policière, les massacres, les arrestations finiront par avoir raison de la grande colère des Africains de ce pays. Mais il se trompe.

Le temps de la résignation est fini. De jour en jour plus d'hommes sont prêts à risquer leur vie plutôt que de subir l'humiliation quotidienne de l'apartheid. Aucune police, aucun armement ne peuvent briser cette détermination. Le régime de l'apartheid tombera parce que ses victimes ne l'acceptent plus.

# L'IMPERIALISME AMERICAIN

## ET LES REGIMES RACISTES

Depuis quelque temps, la diplomatie américaine s'agite fébrilement en Afrique Australe. Kissinger multiplie les navettes entre les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud, comme il multiplie les voyages dans les pays dits modérés de la région. Et visiblement, les Etats-Unis sont en train de changer leur fusil d'épaule dans leur politique vis-à-vis des pays d'Afrique Australe.

L'impérialisme américain qui avait soutenu pendant longtemps le régime ultra-minoritaire raciste de Ian Smith en Rhodésie, comme il avait soutenu le régime de l'apartheid en Union Sud-Africaine, ne manque plus une occasion de faire savoir par ses représentants les plus qualifiés qu'il est hostile à l'apartheid et qu'il est partisan de ce que la minorité blanche en Rhodésie cède la place à une majorité noire.

Oh, ce ne sont certes pas des raisons morales qui ont convaincu les dirigeants américains de changer de politique. Pendant des décennies la barbarie de la domination raciale n'a pas gêné l'impérialisme américain d'autant moins qu'il en était un des principaux bénéficiaires.

Seulement voilà, la situation est en train de changer en Afrique Australe à un rythme rapide. Les peuples d'Angola et de Mozambique ont arraché leur indépendance les armes à la main. La fin de la domination coloniale sur ces deux pays a donné une puissante impulsion aux mouvements d'émancipation nationale en Rhodésie et en Namibie. Et voilà que le dernier bastion d'une forme de domination capitaliste dépassée, l'Afrique du Sud, est ébranlé par la révolte des cités africaines.

L'impérialisme ne fait pas de sentiment, ni dans un sens, ni dans un autre. Ce qui compte pour lui, c'est d'assurer la sécurité de ses bénéficiaires, la permanence de l'exploitation et l'ordre impérialiste. L'extension de la révolte en Afrique Australe est en train de démontrer que les régimes racistes ne sont plus capables d'assurer dans l'ordre cette permanence de l'exploitation.

Les Etats-Unis lâchent Ian Smith, comme on lâche un serviteur trop zélé devenu inefficace. Kissinger a déclaré qu'il est partisan non seulement d'un gouvernement africain prenne la succession de celui de Ian Smith, mais que son pays est même prêt à financer le départ des "petits blancs" de la Rhodésie. Par ailleurs, les U.S.A. multiplient les pressions sur Vorster, pour l'obliger à changer le régime intérieur en Afrique du Sud.

C'est la révolte de plus en plus étendue en Afrique Australe qui a contraint l'impérialisme américain à changer de politique, et à abandonner ses anciens alliés. Maintenant, l'impérialisme américain cherche de nouveaux alliés parmi les Africains eux-mêmes.

Désormais, en Rhodésie et en Namibie du moins, les Etats-Unis ont choisi de favoriser des hommes politiques africains qui acceptent de prendre à leur tour en charge le maintien de l'ordre et le maintien de l'exploitation dans ces pays. Ils cherchent à remplacer les Ian Smith par des Houphouët-Boigny.

Les régimes racistes, abandonnés par leur principal protecteur du passé, sont condamnés à s'effondrer, et on ne peut que s'en réjouir. Sur ce point, la révolte aura eu gain de cause. Grâce à leur révolte, les Africains de Rhodésie ou de Namibie aujourd'hui, d'Afrique du Sud bientôt, auront obtenu le droit de ne plus être considérés comme des étrangers dans leur propre pays. Et c'est déjà énorme.

Mais sous un Houphouët-Boigny rhodésien ou namibien, les mineurs de cuivre de la Rhodésie et les mineurs de diamant de la Namibie continueront à être exploités, et exploités au profit des mêmes sociétés impérialistes, pour l'essentiel américaines. C'est précisément pour que cela soit ainsi que Kissinger se dépense tant par les temps qui courent. Pour mettre fin à l'exploitation en même temps qu'à une domination raciste, les travailleurs devront s'organiser pour renverser le capitalisme lui-même.

\*\*\*\*\*  
EN BREF...EN BREF...EN BREF...EN BREF... EN BREF...EN BREF... EN BREF...EN BREF... EN BREF...  
\*\*\*\*\*

## MAURITANIE :

### LES PAYSANS N'ONT PAS A ENTREtenir UNE GUERRE CRIMINELLE

Le gouvernement d'Ould Daddah est en train de mobiliser toute sa force de répression pour obliger les paysans à payer une forte cotisation dans tous les villages. Certains de ces paysans sont même contraints de vendre leur récolte de mil et d'arachide ainsi que leur bétail.

Tout cet argent-là, le gouvernement l'utilise pour entretenir sa sale guerre. Tous les moyens sont bons pour Ould Daddah et son gouvernement pour faire payer aux paysans pauvres mauritaniens sa guerre criminelle.

Et pour ramasser l'argent de la cotisation il envoie même quelques fois l'armée dans les villages. Le Chef de village est pris en otage. Et personne ne peut sortir de ce village tant que tous les villageois n'ont pas payé la cotisation exigée par le gouvernement.

Comme quoi, la guerre de Ould Daddah n'est pas seulement contre le peuple sahraoui, mais aussi contre son propre peuple.

\*\*\*\*\*

# LA LEGALISATION

## DU PAI AU SENEGAL

### SENGHOR ASSOUPLE LES INSTITUTIONS DE LA DICTATURE

Le gouvernement Senghor a désigné le troisième parti dont l'activité sera désormais légale. Il s'agit du Parti Africain de l'Indépendance (PAI), dissous depuis 1960. Le 7 août, Majhamout Diop, ancien secrétaire général du PAI rentré d'exil, a convoqué une conférence de rénovation de son parti qui est officiellement reconru depuis le 14 août.

Le PAI vient ainsi s'ajouter à l'Union Progressiste du Sénégal (UPS), parti de Senghor, jusqu'à présent seule détentrice du pouvoir ; et au Parti Démocratique Sénégalais (PDS) de Abdoulaye Wade, autorisé il y a quelque deux ans.

La panoplie parlementaire de Senghor est donc complète puisque dans son projet d'abandonner le système du parti unique, il n'y a place que pour trois partis légaux. Dans la classification senghorienne, son propre parti représente le "socialisme démocratique", le PDS le "courant libéral", et le PAI le "marxisme léninisme", chacun ayant l'exclusivité de représenter son courant.

Après avoir dissous à partir de 1960 les formations d'opposition ; après avoir pourchassé, exilé, mis en prison leurs militants ; après avoir imposé un régime de parti et de syndicat uniques, voilà que Senghor s'engage prudemment sur la voie d'un certain assouplissement du régime. L'autorisation de deux partis d'opposition s'accompagne d'un certain relâchement officiel des liens entre l'UPS et la confédération syndicale unique CNTS dont les membres peuvent désormais appartenir à d'autres partis que celui de Senghor. Apparemment, le monopole d'un syndicat unique est également assoupli par la création, dans l'enseignement, d'un nouveau syndicat opposé à celui patronné par la confédération. Par ailleurs, les changements institutionnels sont accompagnés par quelques mesures d'amnistie.

Pourquoi donc Senghor essaie-t-il de transformer la dictature personnelle ouverte et le régime du parti unique, en une forme plus souple, parlementaire, de la domination des classes possédantes ?

D'une part pour des raisons de prestige international. Senghor, grand ami de Mitterand, dont le parti a demandé à participer au club des partis socialistes, se flatte d'être le seul chef d'Etat "démocratique" d'Afrique. Le seul capable de se maintenir au pouvoir dans un cadre plus ou moins parlementaire.

D'autre part, Senghor, élevé dans le sérail de la démocratie parlementaire française, connaît les avantages du régime parlementaire pour la classe dominante. D'abord parce que ce régime parlementaire comporte plus de liberté, plus de possibilités de participer au jeu politique pour la classe dominante elle-même. Ensuite parce que le parlementarisme, avec des

élections, avec l'existence d'une certaine opposition politique légale, avec l'existence d'une certaine contestation organisée, comporte un grand nombre de soupapes de sécurité. Le parlementarisme a l'avantage, pour une bourgeoisie qui a les moyens matériels et humains de se le permettre, de canaliser, de domestiquer les oppositions en s'appuyant sur des partis ou syndicats qui permettent l'expression du mécontentement mais sous une forme atténuée, déformée. Enfin, dernière raison qui a peut-être joué pour Senghor, homme politique responsable devant ses propres classes dominantes comme devant l'impérialisme : la forme parlementaire assure plus facilement, de façon moins catastrophique, les changements d'équipes dirigeantes - et aussi les successions. Senghor a quelques raisons de penser qu'il est temps de donner à la bourgeoisie sénégalaise une forme de régime plus souple, plus capable d'assurer une éventuelle succession.

Il peut également estimer que le Sénégal a quelques atouts supplémentaires par rapport à la plupart des pays d'Afrique pour tenter une expérience parlementaire. Il est d'abord un des pays les moins pauvres des anciennes colonies françaises, il possède une petite et moyenne bourgeoisie d'affaire assez prospère. Il est aussi celui des pays d'Afrique qui a un personnel politique bourgeois assez consistant en nombre - formé en grande partie sous l'égide de la bourgeoisie française -, assez expérimenté, assez responsable devant la bourgeoisie pour assurer un jeu parlementaire sans heurts. Abdoulaye Wade, est assez caractéristique de ce personnel politique de "relève". Il existe également une formation comme le PAI, qui est suffisamment réformiste, suffisamment liée aux notables, pour que les classes dominantes n'en aient rien à craindre, mais auquel son interdiction passée vaut un certain prestige aux yeux des opprimés, prestige qu'il est tout prêt à employer pour canaliser les mécontentements.

Senghor parviendra-t-il pour autant à mettre en place un système parlementaire à l'occidentale ? Cela est une toute autre affaire. Senghor lui-même n'y croit pas. L'évolution qu'il a engagée par le haut reste non seulement lente par son rythme, mais limitée dans ses objectifs. En dehors des trois partis autorisés, dont l'activité est réglementée, les autres sont encore plus rigoureusement interdits. Aux élections, le scrutin reste un scrutin de liste majoritaire régional d'un seul tour, qui fait que l'UPS a de fortes chances d'emporter l'écrasante majorité - et peut-être même la totalité - des sièges au parlement aux prochaines élections. Les quelques assouplissements accordés en matière de droits démocratiques sont réglementés et soumis au bon vouloir de l'appareil d'Etat.

La bourgeoisie sénégalaise n'est pas assez riche pour pouvoir se payer des institutions de type parlementaire variées, ni des organisations syndicales et politiques implantées dans les masses exploitées et susceptibles de prêcher avec un minimum de crédibilité les vertus des réformes dans le cadre du système existant. La misère de la majorité est trop grande, les contradictions entre les différentes classes sociales trop fortes pour qu'elles puissent être canalisées et exploitées dans le cadre paisible des institutions parlementaires.

On peut même se demander si l'assouplissement actuel, pourtant fort limité, peut durer. Tant qu'il n'y a pas de crise sociale ou politique majeure, peut-être. Sans doute pas au-delà. Et il n'est pas dit que le calcul de Senghor - qui avait prévu dans le cadre de la nouvelle constitution, la succession sans heurts du chef de l'Etat en cas de décès - soit juste. Car la laborieuse construction de la "libéralisation" n'a pu être imposée que par lui à son propre appareil de parti et d'Etat qui renâcle.

Pour les ouvriers des villes, les chômeurs de Dakar, pour les masses de la paysannerie pauvre, le régime n'aura en tous les cas que changé quelque peu de forme : mais il reste une dictature destinée à préserver les intérêts de la bourgeoisie d'affaire, des dignitaires religieux, mais aussi et sans doute surtout de l'impérialisme lui-même.

L'assouplissement actuel ne doit pas créer la moindre illusion. Mais il peut se traduire par quelques droits supplémentaires, par quelques possibilités supérieures de faire de la politique, de s'éduquer, et peut-être même de s'organiser. Si la classe ouvrière parvient à profiter de ces possibilités pour se renforcer, pour créer certaines traditions de réunion et de discussion, les mesures de Senghor auront été utilisées au mieux - mais dans un sens que ne voulait certes pas leur donner leur initiateur.

# ETHIOPIE

## LA JEUNESSE SCOLARISEE FACE AUX MILITAIRES

Depuis que le gouvernement est au pouvoir, tous les professeurs et les jeunes étudiants de plus de 16 ans étaient mobilisés pour aller "exporter la révolution" à la campagne. Ils étaient environ soixante mille dispersés dans tous les coins du pays à alphabétiser, à commenter la chute de Haïlé Sélassié, à aider les paysans à creuser des puits, à construire des hôpitaux de brousse, mais surtout destinés, du moins dans le calcul des militaires, à populariser le nouvel appareil d'Etat. Et d'une pierre deux coups : de cette manière, les militaires les écartaient des villes où ils risquent de manifester leur mécontentement.

Une partie de ces jeunes ont terminé les dix huit mois de service et sont maintenant de retour dans les villes. A défaut de leur donner du travail, les militaires essaient de les gagner à eux en leur attribuant quelques honneurs.

Des milliers d'autres jeunes n'ont pas terminé les dix huit mois et sont retournés chez eux. Ils refusent de cautionner la politique du gouvernement. Non seulement ils sont privés d'emploi, mais en plus leur situation est considérée comme illégale. Ils sont environ trente mille dans ce cas.

Le gouvernement a d'autant plus de mal à contrôler ces milliers de jeunes désillusionnés, que leur désillusion rejoint celle d'autres catégories sociales encouragées par la chute de Haïlé Sélassié ; celle des paysans à qui la terre fut promise mais non donnée ; celle des ouvriers auxquels on parle un langage "socialisant" tout en réprimant féroce-ment les grèves et les manifestations ouvrières. La petite bourgeoisie commerçante parce que l'instabilité économique et politique menace leurs affaires. Celle des uns et des autres à cause du manque de liberté.

De nombreuses couches de la population sont mécontentes. Les espoirs qu'elles ont placés un moment sur les militaires contre le régime féodal de Haïlé Sélassié s'effrittent de jour en jour. Déjà la dictature des militaires ne tient que par la terreur et les exécutions.

\*\*\*\*\*

# MADAGASCAR :

## LE GOUVERNEMENT INVOQUE L'INTERET NATIONAL POUR IMPOSER DES SACRIFICES AUX CLASSES PAUVRES

Depuis quelque temps, une situation de pénurie des produits de première nécessité existe à Madagascar. Après le manque de riz, c'est maintenant l'huile, la farine et le pain et même le sel qui sont absents des rayons des commerçants, parfois pendant de longs mois. La situation est d'autant plus critique qu'une grande partie de la population reste sans travail et donc sans aucun moyen de subsistance, principalement dans les villes.

Pour le gouvernement de Patitraka les responsables sont tout désignés : quand ce n'est pas la poussée démographique, c'est le "laisser-aller" du paysan qui selon lui serait dû à la suppression du "Villiloha" (impôt minimum obligatoire pour tous, supprimé depuis 1972 et remplacé par l'augmentation de la taxe de transaction sur les marchandises).

Toute sa propagande consiste à exalter l'ardeur au travail, à la production, en en-voyant par exemple au mois de juillet dernier des fonctionnaires dans les campagnes pour la "Bataille du Riz" et le "développement agricole" pour "faire prendre conscience aux masses qu'un effort particulier est nécessaire pour sortir du sous-développement".

Seulement, ni les discours, ni même la présence épisodique de fonctionnaires aux champs ne peuvent convaincre les paysans qu'ils ont intérêt à produire davantage. Les paysans sont plus sensibles aux faits qu'aux discours. Or, les faits tendent à leur montrer qu'ils n'ont pas intérêt à produire davantage.

La SIMPA (Société d'Intérêt National pour la Production Agricole) qui rachète la production des paysans, leur fait des conditions de plus en plus mauvaises. Dans bien des cas, elle ne paie même pas le produit qui lui a été livré, elle se contente de délivrer un bon qui n'est échangé contre de l'argent liquide que lorsque la SIMPA en a. Mais même lorsque le paysan a touché son argent, il ne trouve pas les articles industriels qui lui sont nécessaires.

Les produits industriels les plus élémentaires manquent. L'achat d'une houe est par-fois un problème insurmontable. Le paysan préfère produire moins plutôt que d'échanger des produits agricoles obtenus au prix d'un dur labeur, contre de la monnaie papier qui ne per-met de rien acheter et qui se dégrade du fait de l'inflation. Du coup, la population des villes ne trouve pas assez à manger. D'autant moins qu'une partie du riz nécessaire à l'alim-entation de la population est exportée pour avoir des devises.

Les échanges entre les villes et les campagnes, entre les différentes régions, ont tendance à diminuer encore pour une autre raison : le manque de pièces de rechange rend hors service les uns après les autres camions et autos.



L'économie va vers le désastre. Pour tenter de limiter la dégradation de l'ordre économique, l'Etat gonfle ses effectifs en créant sans cesse de nouveaux postes, dont les titulaires ne servent à rien. Cet alourdissement de l'Etat coûte par contre de plus en plus cher. Tout en gonflant ses effectifs, l'Etat se décharge de ses responsabilités, en chargeant les Fokonolona -sortes de conseils communaux - ou des regroupements de Fokonolona, de l'entretien des routes, voire de l'aménagement des petits ponts. Avec l'espoir que les Fokonolona qui bénéficient d'une certaine confiance dans les campagnes, puissent utiliser cette confiance pour pallier leur manque de moyens en faisant appel à la bonne volonté des paysans.

Le langage nationaliste radical de Ratsiraka lui vaut une certaine sympathie dans la population. Mais cette sympathie ne va pas jusqu'à inciter les ouvriers et les paysans à produire davantage. Le régime Ratsiraka ne leur avait rien apporté ni aux uns, ni aux autres.

Ratsiraka avait nationalisé un certain nombre d'entreprises. Mais il ne suffit pas d'avoir mis la tutelle de l'Etat sur les entreprises qui appartenaient auparavant à des particuliers ni de remplacer des patrons par des fonctionnaires pour que les travailleurs se sentent concernés. Ni les ouvriers ni les paysans, n'ont envie de céder aux exhortations, car ils constatent que leurs efforts ne servent qu'à renforcer en nombre - et pour certains en bien-être - une caste de fonctionnaires, plus ou moins corrompue, qui prospère à l'ombre de Ratsiraka.

La situation économique est grave. Mais elle ne sera pas résolue par l'alourdissement de l'appareil d'Etat, par la multiplication de fonctionnaires payés pour exhorter les autres à travailler. Au contraire, il est nécessaire de débarasser la société de cet appareil d'Etat parasitaire, et le remplacer par des associations d'ouvriers et de paysans qui prendraient l'activité économique sous leur contrôle, en l'organisant dans l'intérêt de ces deux classes travailleuses de la société malgache.

\*\*\*\*\*

# LA VOIE INCARNEE PAR MAO

Mao vient de disparaître. Au delà de sa personnalité, son nom a fini par symboliser la longue lutte de la Chine pour son émancipation nationale et les transformations profondes qu'elle avait subies depuis 1949.

Sous la direction de Mao, le PC chinois a su prendre la tête de cette profonde révolution paysanne qui, au lendemain de la deuxième guerre mondiale avait secoué la vieille Chine et fait tomber le régime corrompu de Tchang-Kaï-Chek. Le nouveau régime a mis fin à la domination des seigneurs féodaux qui rançonnaient le pays et maintenaient les paysans dans la misère la plus profonde. Il a mis fin aux inégalités criantes ; à l'opulence dégénérée des uns face à la famine permanente des autres ; à la corruption et son corollaire le banditisme. Il a combattu les pratiques moyennageuses, la superstition ; il a libéré les femmes d'une oppression particulièrement odieuse. Il a vaincu la famine et combattu l'analphétisme. Il a mis fin à plus d'un siècle d'humiliation de la Chine par les puissances impérialistes qui la pillaient sans vergogne.

Et c'est parce que la Chine est un des très rares pays sous-développés qui ont réussi à vaincre certains des maux les plus douloureux dont souffrent les pays maintenus dans la pauvreté par l'impérialisme, que le régime de Mao avait acquis un prestige auprès de nombre de ceux qui dans nos pays d'Afrique aspirent à mettre fin à des situations souvent aussi révoltantes que celle qu'avait connue la vieille Chine.

Pendant longtemps, la Chine de Mao, soumise au blocus économique et aux menaces militaires de l'impérialisme américain, incarnait la résistance aux pressions impérialistes.

Mais voilà qu'un des pays africains, engagé lui-même dans un combat d'émancipation nationale, l'Angola, vient de connaître un autre visage du régime de Mao. En Angola, en soutenant les organisations ouvertement dévouées à l'impérialisme, la Chine s'est clairement rangée dans le camp de ce dernier. Et cet autre visage, la Chine l'a montré en bien d'autres occasions : au Pakistan, dont elle soutint le dictateur réactionnaire contre ses masses ouvrières révoltées ; à Ceylan, où elle avait soutenu les efforts du gouvernement Bandanaraiké pour écraser un soulèvement dans les campagnes ; au Chili de Pinochet avec lequel la Chine entretient les meilleures relations.

Lequel des deux visages de Mao est le vrai ? Celui qu'il avait montré en balayant la vieillesse féodale de son pays, ou celui qu'il montre en se faisant l'ami de régimes réactionnaires aussi pourris que le fut celui de Tchang-Kaï-Chek ? Celui qu'il avait montré en résistant courageusement à l'impérialisme, ou celui qu'il montre en se faisant de plus en plus ouvertement l'allié de fait des Etats-Unis contre l'URSS ? C'est en réalité le même visage.

Contrairement à l'étiquette communiste de son parti, Mao n'était pas un communiste. Son objectif n'était pas de lutter pour que le prolétariat accède à la conscience politique, s'organise, afin de renverser la domination bourgeoise sur le monde et afin de mettre fin à toutes formes d'exploitation de l'homme par l'homme, à toutes formes d'oppression.

Mao était simplement un dirigeant nationaliste. Bien plus radical, bien plus conséquent que ceux qui, de par tant de pays sous-développés, parlent de la nécessité de l'indépendance par rapport à l'impérialisme et de la nécessité de transformer leur pays, sans jamais avoir le courage d'engager le combat dans ce sens en s'appuyant sur les masses exploitées. Mais son but n'était pas de mettre fin à toutes les formes d'oppression, seulement de mettre fin à l'oppression nationale de la Chine.

Sa perspective n'était pas le communisme à la seule échelle à laquelle il est possible, à l'échelle du monde, mais de débarasser la Chine de tout ce qui la tirait en arrière, afin de tenter d'en faire un Etat un peu plus moderne.

La politique de Mao n'était pas déterminée en fonction des intérêts du prolétariat et plus généralement des classes exploitées. Elle était déterminée en fonction des intérêts nationaux de l'Etat chinois. Lorsque Mao estimait que les intérêts de son Etat l'exigeaient, il était prêt à s'allier avec les pires réactionnaires, avec les pires suppôts de l'impérialisme, contre leurs peuples.

La Chine de Mao incarne sans doute la perspective la plus radicale que le nationalisme bourgeois puisse offrir aux opprimés des pays sous-développés. Mais le nationalisme bourgeois, même dans sa forme la plus radicale, ne peut conduire que vers une impasse.

La Chine a réussi à vaincre nombre de ses maux. Mais elle reste un pays sous-développé dans un monde qui continue à être dominé par la bourgeoisie impérialiste des grandes puissances industrielles. Elle finit par devenir elle-même un facteur de stabilisation du système impérialiste, comme l'illustre son rôle en Angola ou ailleurs.

Malgré son langage, malgré les espoirs qu'il avait naguère suscités, le nationalisme radical de Mao représente le passé. L'avenir, c'est la voie du communisme.

La société des pays africains est minée par les mêmes maux qui avaient miné en son temps la Chine de Tchang-Kaï-Chek. Comme la Chine, elle est mûre d'une révolution. Si le prolétariat africain parvient à se donner des organisations communistes révolutionnaires ; s'il parvient à prendre la tête de la révolution à venir, il ouvrira des perspectives d'une portée autrement plus vaste que celles de la révolution chinoise, pour importante qu'elle ait été. Il ouvrira la perspective du renversement de la bourgeoisie à l'échelle du monde, de la disparition de l'impérialisme, et de la réorganisation du monde sur une base communiste.

\* \* \* \* \*  
\* \* \*

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.